

. **Marchés publics** - Les deux pays ont éliminé les privilèges dont bénéficiaient les fournisseurs nationaux tout en reconnaissant la nécessité de maintenir les exigences relatives à la sécurité nationale. L'Australie oeuvre à faire disparaître les pratiques préférentielles mises en place par les États.

. **Administration de l'Accord** - Les deux parties tiennent constamment des consultations. Une première réunion d'examen officielle à l'échelon ministériel s'est tenue en 1985 et une deuxième est prévue pour 1988. À la fin de cette première réunion, les ministres ont conclu que les deux pays avaient profité des nouveaux débouchés créés par l'Accord et que les sociétés commerciales des deux pays avaient intensifié leur collaboration, permettant ainsi une meilleure utilisation des ressources de la région.